

MOBILISONS-NOUS POUR DÉFENDRE NOS EMPLOIS, NOS CONQUIS, NOS DROITS ET NOS LIBERTÉS !



DÉCLARATION DE L'UD CGT DE
SEINE-MARITIME

Voilà un an que ce gouvernement nous réclame d'incessants efforts et sacrifices sous prétexte de lutter contre l'épidémie de la Covid.

Le 31 mars, Macron, et son gouvernement qui sont déjà responsables des 100 000 morts ; a annoncé des restrictions supplémentaires des libertés pour toute la population.

Après avoir tardé à prendre des mesures de protection des travailleurs et de la population, voilà qu'il impose un nouveau confinement partiel avec l'isolement social, une violente diète culturelle, la fermeture de tous les établissements scolaires.

L'effort de « guerre » du gouvernement se porte sur la restriction des libertés, des confinements à répétition, un interminable couvre-feu, la loi sécurité globale, l'autorisation du fichage des opinions, la loi « séparatisme » avec un amendement sénatorial permettant de dissoudre un syndicat !

Alors que la situation épidémique exigerait des investissements d'urgence dans l'hôpital public, avec des moyens matériels importants par les réouvertures d'établissements de santé, et Humains par des embauches massives dans la Santé, la politique menée par ce gouvernement va à contresens !

Aucun hôpital rouvert ! Aucun service supplémentaire ! Aucun poste créé ! Aucun lit restauré ! Citons par exemple les hôpitaux Hôtel Dieu, Beaumont sur Oise, Jean Verdier, Val de Grace, dont la CGT exige la réouverture de toute urgence.

Le gouvernement refuse également de distribuer gratuitement des masques de protection efficace, de lancer une filière de production de masques FFP2 et de lever les brevets sur les vaccins, afin d'en faire un bien commun et d'accélérer la production des doses nécessaires.

L'état d'urgence permanent n'est en réalité pas en place pour servir le sanitaire, mais au contraire le sécuritaire et la casse des droits sociaux.

POUR PREUVE : Aides financières des grosses entreprises qui en profitent pour licencier, baisse des APL, réforme de l'Assurance chômage pénalisant les privé d'emplois, chômage partiel imposé (finalement payé en grande partie par les salariés eux-mêmes), casse accélérée des services et entreprises publics, travail à domicile imposé...

POUR LE CAPITAL TOUT VA BIEN !

En effet, le nombre de milliardaires français passe de 39 à 42 en 2021, accumulant une fortune totale de 425 milliards d'euros contre 277 l'an dernier ! Parmi ces nouveaux riches : Stéphane Bancel, le patron du laboratoire Moderna, grâce à la « gestion calamiteuse » de la pandémie ! Mais aussi Bernard Arnault dont la fortune a augmenté de 44 milliards d'euros en 2020, soit un bond de 41 %.

Pendant ce temps, un million de personnes sont tombées dans la pauvreté en France et la précarité se généralise dans toutes les couches de la population.

**Profits et dividendes pour les patrons !
Déjeuners à 400€ pour les ministres**

Et pour les salariés, les jeunes et les retraités, c'est l'austérité et l'enfermement !

Face à cette casse sociale délibérée, les salariés réagissent. En Seine Maritime, avec la CGT, des grèves sont déclenchées à l'EDF contre le projet Hercule, chez les territoriaux contre l'allongement du temps de travail, à la SNCF pour exiger des emplois, de meilleures conditions de travail et une hausse des salaires, dans le privé contre des PSE et pour les salaires, dans le médico-social pour les 183€, etc...

.../...

L'Union départementale des syndicats CGT de Seine-Maritime, aux côtés des salariés, des privés d'emploi, des jeunes et des retraités, exige et agit pour :

- La réouverture des services et lits hospitaliers fermés. Des créations de postes en nombre, avec l'ouverture des bureaux d'embauches
- La levée des brevets sur les vaccins, la distribution gratuite de masques de protections
- Le rétablissement complet des services publics et entreprises publiques contre les opérations de démantèlement et de privatisation.
- L'arrêt des licenciements et des suppressions de postes ; la réduction du temps de travail.
- Le contrôle et la conditionnalité des aides publiques versées aux entreprises à but non-lucratif.
- La reprise des cours de la maternelle à l'université, avec l'attribution gratuite par l'Etat des masques, tests, vaccins... pour la sécurité des enfants et étudiants, des enseignants et professionnels scolaires, des parents.
- L'abrogation de la réforme de l'assurance chômage.
- L'augmentation des salaires, pensions, et minimas sociaux.
- Une allocation d'autonomie pour les jeunes.
- La réouverture des lieux de culture (salles de spectacles, cinémas, théâtres, musées...)
- La levée de l'état d'urgence sécuritaire et le rétablissement des libertés.

L'heure n'est pas au bâillon, ou au confinement des revendications, mais à l'unité et à la mobilisation.

Le 23 avril, l'UD CGT 76 appelle à la mobilisation contre la réforme de l'Assurance chômage. Départ 12h Théâtre des 2 rives, 48 Rue Louis Ricard à Rouen



L'UD CGT 76 appelle tous les syndicats à participer aux initiatives décidées par les Unions locales pour un 1^{er} mai de luttes et de progrès social.